

N° DP 25/767

DECISION DU PRESIDENT

SUBVENTION DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche du 3 juin 2025, pour une subvention de fonctionnement de 10.000 €,

VU la convention annuelle d'objectifs, ci-jointe,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association Recherche et Avenir (REA) de 15 000 €,

CONSIDERANT que l'Association Recherche et Avenir, spécialisée dans la Valorisation de la Recherche et de l'Innovation, a pour objet de favoriser les interactions entre Recherche et Industrie, Education et Culture, et de faciliter le rapprochement entre Laboratoires et Entreprises. En outre, elle œuvre à l'insertion professionnelle des Docteurs. Elle a également pour objet de promouvoir les sciences et les activités de recherche auprès du grand public,

CONSIDERANT que l'association déploie des actions tournées vers la valorisation de la recherche et notamment le dispositif favorise à la fois le développement des entreprises grâce à une collaboration active des laboratoires publics et universitaires et la promotion de la recherche, de l'enseignement supérieurs et de ses docteurs. Il inclut également l'accompagnement des entreprises dans leur transition écologique et numérique et le développement du volet alternance-doctorat,

CONSIDERANT les services proposés :

- Identifier le potentiel d'innovation et les besoins d'expertises des entreprises
- Aider à la structuration des projets innovants
- Mettre en relation les parties prenantes avec l'écosystème de la recherche : laboratoires, plateformes technologiques et autres centres de compétences
- Sécuriser le financement des projets d'innovation,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 10 000 € à l'association Recherche et Avenir.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe **ET DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748 –
Opération 1116.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **07 JUL. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Convention annuelle d'objectifs
entre
l'Association Recherche et Avenir
et
la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Année 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par Décision du Président

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association Recherche et Avenir régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège Villa la Luna - 256 Promenade des Anglais – 06200 Nice, représentée par la responsable dûment mandatée, Madame Anne Laure ROLLET, habilitée à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association Recherche et Avenir, spécialisée dans la Valorisation de la Recherche et de l'Innovation, a pour objet de favoriser les interactions entre Recherche et Industrie, Education et Culture, et de faciliter le rapprochement entre Laboratoires et Entreprises. En outre, elle œuvre à l'insertion professionnelle des Docteurs. Elle a également pour objet de promouvoir les sciences et les activités de recherche auprès du grand public.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de un an.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association Recherche et Avenir à hauteur de 10 000 € (dix mille euros) conformément au budget prévisionnel en annexe I de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal - Imputation budgétaire 65748-23.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte 2,42 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de dix mille euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 7 000 € (sept mille euros), à la notification de la convention,
- Le solde, soit 3 000 € (trois mille euros) après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

- ✓ Un rapport annuel d'activités,
- ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- ✓ Communication : nombre de réunions de sensibilisation organisées par les partenaires avec intervention de REA
- ✓ Nombre d'entreprises et de laboratoires, équipes de recherche, chercheurs diagnostiqués
- ✓ Comité One to One : nombre de rencontres organisées entre entreprises et laboratoires
- ✓ Nombre de partenariats en cours ou aboutis
- ✓ Nombre de partenariats validés impliquant une tierce personne (Master, Doctorant, Jeune Docteur, Ingénieur, Stagiaire...).

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe II de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français



A Toulon, le

Pour l'association Recherche Et Avenir

La Présidente
Madame Anne-Laure ROLLET

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Monsieur Jean-Pierre GIRAN

 RECHERCHE ET AVENIR PREVISIONNEL REA 2025			
CHARGES	PREV REA 2025	RESSOURCES	PREV REA 2025
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	4 400,00 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	22 700,00 €
Prestations diverses	2 000,00 €	APM - Conférences	20 200,00 €
Achats matières et équipements	2 000,00 €	Animation	2 500,00 €
Autres fournitures	400,00 €	73 - Dotations et produits de tarification	146 000,00 €
61 - Services extérieurs	10 240,00 €	UCA	40 000,00 €
Locations Bureaux	10 000,00 €	UPE06	3 000,00 €
Maintenance et réparation		UTLN	10 000,00 €
Assurance	130,00 €	AVIGNON UNIVERSITE	5 000,00 €
Documentation	50,00 €	AMU	0,00 €
Divers	60,00 €	CCIR PACA	25 000,00 €
		UPV	2 000,00 €
		SATT SUD EST	3 000,00 €
		FORMA SUP	40 000,00 €
		MEDEF	8 000,00 €
		UIMMs	10 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	26 810,00 €	74- Subventions d'exploitation⁷	226 000,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	13 000,00 €	Etat / Ministère(s)	74 000,00 €
Publicité, publication	500,00 €	DRARI PACA - CDT	54 000,00 €
Déplacements, missions	11 000,00 €	DRARI CORSE - CDT	20 000,00 €
Frais postaux, Télécom, web	610,00 €	Département(s)	15 000,00 €
Adhésions	1 700,00 €	CD06	15 000,00 €
		Région(s)	30 000,00 €
		Sud	30 000,00 €
63 - Impôts et taxes		Intercommunalité(s)	107 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	3 500,00 €	MNCA	20 000,00 €
Autres impôts et taxes		CASA	20 000,00 €
64- Charges de personnel	369 100,00 €	CAPG	5 000,00 €
Salaires nets	177 000,00 €	CACPL	6 000,00 €
Charges sociales	158 000,00 €	MTPM	15 000,00 €
Prime	29 000,00 €	ECAA	4 000,00 €
Autres Primes		DPVa	5 000,00 €
Autres charges de Personnel	5 100,00 €	GRAND AVIGNON	8 000,00 €
		MAMP	18 000,00 €
		EPCIs VAUCLUSE	6 000,00 €
65- Autres charges de gestion courante	1 000,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	11 500,00 €
Autres charges à régler		Cotisations, Dons	10 000,00 €
Formation	1 000,00 €	Formation	1 500,00 €
66- Charges financières	150,00 €	76 - Produits financiers	500,00 €

Frais bancaires	150,00 €	Intérêts	500,00 €
67- Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	1 000,00 €
Chèque Innovation		Prévoyance	1 000,00 €
68- Dotation aux amortissements	800,00 €	78 - Reports	4 800,00 €
Autres charges	800,00 €	Report Résultats précédents	4 800,00 €
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES INDIRECTES	
Charges fixes de fonctionnement		Fonds Propres	
Autres charges		Autres ressources	
TOTAL DES CHARGES	412 500,00 €	TOTAL DES PRODUITS	412 500,00 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	77 900,00 €	87 - Contributions volontaires en nature	77 900,00 €
Secours en nature	2 500,00 €	Secours en nature	2 500,00 €
Personnel bénévole (2180h)	65 400,00 €	Bénévolat (2180h)	65 400,00 €
Mise à dispo. Grat. de biens et prestations	10 000,00 €	Presta. nature (Bureaux et Salles réunion)	10 000,00 €
TOTAL	490 400,00 €	TOTAL	490 400,00 €

RECHERCHE ET AVENIR

Asso. Eur. pour l'Education et la Rech. en Sciences
 265 Prom. des Anglais - Villa La Luna - 06200 Nice
 contact@rechercheetavenir.eu - 06 12 23 34 60
 Association Loi 1901 reconnue d'intérêt général
 484 873 963 00033 / APE : 7490B





Rapprochement Université Entreprise

COPIL REGIONAL

28 FEVRIER 2025

Porté par



OBJECTIFS 2025



DÉPARTEMENT

ACTIONS

OBJECTIFS 2024

OBJECTIFS 2025

Communication : nombre de réunions de sensibilisation organisées par nos partenaires avec intervention de REA

10 interventions
dont 2 organisées par REA

6 interventions
dont 2 organisées par REA

Nombre d'entreprises et de laboratoires, équipes de recherche, chercheurs **diagnostiqués**

30

20

Comité One to One : nombre de rencontres organisées entre entreprises et laboratoires

22

15

Nombre de **partenariats** en cours ou aboutis

15

12

Nombre de **partenariats** validés impliquant une **tierce personne**
(Master, Doctorant, Jeune Docteur, Ingénieur, Stagiaire...)

7

7